

Admission au Collège universitaire session 2018 Copie épreuve d'Histoire (coefficient 2)

PREMIER EXERCICE: COMPOSITION

La Résistance a-t-elle préparé et réalisé une totale transformation de la République française (1940-1946)?

En 1940, lorsque le maréchal Pétain signe l'Armistice avec Hitler, il ne signe pas uniquement la capitulation du peuple français, de la démocratie, de la liberté, mais il signe aussi la capitulation dramatique d'un régime : la République. Face à cette défaite sanglante des républicains face aux criminels nazis et vichystes, un groupe minoritaire de citoyens et résidents français décide d'agir pour sauver cette France qu'ils chérissent. C'est donc en regardant les actions et réflexions menées par cette force républicaine qu'est la Résistance que nous nous demanderons si elle a préparé et réalisé une totale transformation de la République française. Il semble évident qu'un phénomène aussi important que la Résistance, dans le processus de rétablissement de l'ordre et de la République après la guerre, ait engagé une transformation de la République qui renaît des cendres de la IIIème République. De ce fait, nous verrons premièrement qu'une transformation est préparée entre 1940 et 1944, puis que cette transformation est réalisée entre 1944 et 1946. Toutefois, nous nuancerons notre propos en regardant les aspects des Républiques héritières de la Résistance qui les inscrivent dans la continuité des précédentes, et donc nous laissant penser que cette transformation n'est pas totale.

Dans un premier temps, il est important d'observer de quelle manière la transformation de la République a été orchestrée entre 1940 et 1944 à travers l'esprit républicain et des instances et individus qui posent les bases d'une reconstruction.

En juin 1940, le parlement, réuni en congrès à la demande du Président de la République, décide d'appliquer un article, réservé aux heures les plus sombres de la République, qui consiste à céder les pleins pouvoirs au chef de l'Etat. C'est ainsi qu'à l'unanimité des élus présents, le général français Philippe Pétain est placé à la tête de l'État français suite à la défaite de la France face au IIIème Reich nazi. Les pleins pouvoirs maintenant exercés par celui qui fût un héros de la Première Guerre mondiale, il abolit la République et met en place un régime autocratique, autoritaire et antisémite. Dès le jour du vote de cette cession du pouvoir du peuple, des voix s'élèvent pour protester parmi notamment les élus de la République déchue. En effet, une soixantaine de députés votent contre les pleins pouvoirs et ils seront victimes de leur protestation lorsque le régime violent de Vichy sera pleinement mis en place. Cette opposition à la mise en place d'un régime antirépublicain et éminemment autoritaire concerne l'ensemble du spectre politique, mais de manière graduelle. En effet, certaines personnalités issues des partis dits «classiques» s'opposent dès la prise de pouvoir de Pétain et la signature de l'Armistice en juin 1940 et pour une part décident de former des groupes et groupuscules divers de Résistance. D'autres factions politiques comme les communistes ne s'engagent pas immédiatement massivement dans la Résistance. En effet, compte tenu du pacte de non-agression qui est signé entre l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes (URSS) et l'Allemagne nazi, le Parti Communiste, dont l'organisation est basée sur un système de

coopération militante stricte dans le cadre de l'Internationale Communiste, ordonne à ses antennes françaises de ne pas prendre de position trop violente contre le régime nazi et le régime collaborationniste. Il est toutefois important de noter que même si les consignes reçues par la direction nationale du Parti Communiste Français (PCF) ordonnent un évitement de tout affrontement direct, les directions régionales et les militants du parti s'engagent pour une partie assez rapidement dans la Résistance. En outre, cette Résistance n'est pas limitée aux partis classiques et aux communistes car certains groupes d'extrême droite, dont l'idéologie rejoint celle de Pétain, décident de rejoindre la Résistance ou bien car ils se considèrent républicains, ou alors car ils font preuve d'inimitié à l'égard de Pétain. Ces éléments sont étroitement liés à la préparation de la transformation de la République, car cette nécessité de cohésion républicaine apolitique règle une partie des problèmes précédemment rencontrés par les républicains. On peut ici dire que l'esprit Républicain résiste à la tyrannie vichyste et permet un enracinement des valeurs de la République. En effet, la troisième République est un des régimes républicains les plus contestés en France. De par son inefficacité et les contestations de groupes puissants comme les monarchistes, la République est souvent mise sur la sellette. La Résistance réussit donc à transformer une partie des consciences car à travers la nécessité vitale d'une union de l'ensemble des forces républicaines, elle oblige les militants de tous les bords politiques à travailler pour la remise en place de la République. Sans un tel événement dramatique, on peut difficilement imaginer que les dirigeants des partis républicains auraient pu s'entendre pour transformer la République et la faire exister à nouveau. On peut donc dire que la Résistance prépare une transformation de la relation entre les forces politiques en présence, de par l'invocation de l'esprit républicain face à la tyrannie vichyste.

Au-delà d'une certaine union sacrée des forces politiques résistantes, la transformation est préparée par le biais d'instances et individus clandestins qui posent les bases de ce que sera la République après ces sombres heures. En effet, certaines figures de la Résistance comme Jean Moulin ou encore Germaine Tillion sont bien plus que des membres actifs d'organisations clandestines, mais ils sont également de véritables penseurs du monde de demain. Au lendemain de la mise en place du régime vichyste, les mouvements résistants sont désorganisés et leurs actions ne sont pas coordonnées. C'est à des individus comme Jean Moulin que l'on doit la mise en place d'instances de coopération des mouvements résistants qui leur permettent de lutter efficacement contre les ennemis vichyistes et Nazis, et ainsi faciliter la libération de la France. La création du Conseil National de la Résistance (CNR) dans les années 1940 est le résultat d'une longue négociation entre les groupes résistants, et elle permet d'augmenter de manière considérable l'efficacité des actions de la Résistance avec le soutien de la France en exil, représentée par le général Charles de Gaulle. C'est donc la rencontre entre des instances comme le CNR et la France en exil du général de Gaulle qui permet à la Résistance de s'inscrire dans un mouvement de transformation de la République française, avec pour objectif sa remise en place durable suite au renversement à venir du régime nazi. Le CNR dès 1942 établit un programme précis qui, tenant compte des défauts majeurs qu'avaient rencontrés les précédentes Républiques, arbore diverses propositions sur des domaines allant des droits du citoyen à l'économie. En proposant des mesures révolutionnaires comme la mise en place de la Sécurité Sociale, le CNR donne le ton de la réponse à apporter à la défaite de la IIIème République. En effet, on peut dire que le mal le plus important de la République précédente est le manque de présence dans la vie des

administrés. Face à la contestation sous-jacente des royalistes, la République n'avait pas su répondre à cela de manière adéquate. Avec des politiques trop libérales et laissant peu de place à l'action de l'État, la République ne semblait pas être aux yeux de la plupart des français un régime concerné par leurs préoccupations et leurs intérêts. C'est donc en prônant la mise en place d'une République suivant le concept d'Etat-providence que la Résistance a préparé la transformation de la République entre 1940 et 1944.

Nous voyons donc que la Résistance a tout d'abord jouée un rôle de préparation, à la fois en renforçant l'attachement des français à l'idée de la République mais également en mettant en place des instances qui cherchaient à réfléchir à la structuration du monde de demain. La préparation de la transformation républicaine par la Résistance est donc à la fois dans les esprits et dans les faits avec la rédaction de textes fondateurs qui joueront un rôle important à la libération.

Nous avons donc vu que la transformation de la République était un mouvement préparé avec attention dès le début de l'occupation et du régime, mais il faut également regarder de quelle manière cette transformation a été réalisée entre 1944 et 1946. Pour ce faire nous étudierons la mise en place du Gouvernement Provisoire de la République française (GPRF) puis le jugement des collaborateurs qui permet à la République de se transformer véritablement.

La libération de la France se terminant en automne de l'année 1944, le réseau unifié des résistants, sous l'égide du général de Gaulle, met en place le GPRF. Une fois Paris et les grandes villes françaises débarrassées des forces nazies, la priorité des républicains est de maintenir l'ordre et rétablir la République. Ainsi, le Gouvernement Provisoire, mis en place par le général de Gaulle, cherche à rétablir la présence de la République sur l'ensemble du territoire en s'assurant par exemple que les forces de l'ordre soient aux ordres de leurs ministères respectifs. En effet, lors de l'occupation et du régime vichyste, les forces de l'ordre ont souvent été utilisées par les régimes autoritaires en puissance, et il était prioritaire pour l'État de s'assurer que ses forces de coercition permettant de maintenir l'ordre et faire respecter la République étaient bien aux ordres de cette République. Un autre aspect central des missions urgentes du GPRF est la nécessité de permettre à l'ensemble du peuple de subvenir à ses besoins. En effet, les combats occasionnés par les affrontements entre alliés et occupants, couplés des sabotages effectués par les résistants, ont pour conséquence un accès difficile aux vivres et rend difficile pour l'État de permettre à tous ses administrés d'avoir accès à des biens de première nécessité. Les services étatiques encore fonctionnels sont alors mobilisés pour rétablir les communications entre les espaces. Tout d'abord, les fonctionnaires des Postes Transports et Communications (PTC) sont mobilisés afin que les lieux les plus reculés de la République puissent être reliés aux instances nationales, et ainsi rétablir la cohésion de la République, qui se devait d'être «une et indivisible». Dans un second temps, les services liés à la maintenance des infrastructures terrestres de communication œuvrent pour rétablir les lignes de train et les routes afin que les vivres puissent circuler et les forces de l'ordre s'assurer du maintien de la République partout en France. Après la chute de l'État vichyste, on observe une émergence rapide de groupes de délinquants violents qui pillent les domiciles et commerces en profitant du chaos occasionné par la libération. C'est donc une des premières missions orchestrées par les résistants, par le biais du GPRF, de s'assurer du maintien de l'ordre en France. En plus

de ces missions à caractère urgent, le GPRF met en place rapidement une politique d'Etat-providence. En effet, avant même la tenue d'élections législatives et présidentielles, le gouvernement provisoire, par le biais de lois par ordonnance, décide de la mise en place par exemple de la Sécurité Sociale. Ce sont ce genre de mesures qui sont les vecteurs de la permutation essentielle générée par les résistants et qui permet à la République de renaître plus stable et puissante. Nous avons ainsi vu que la transformation réalisée dès la libération par la Résistance passait essentiellement par le GPRF et ses décisions novatrices et nécessaires.

Toutefois, cette transformation de la République se doit d'être construite par la Résistance, sans oublier les plus sombres heures de la République qui précéderent la libération. Ainsi, il est important d'observer la réaction à la fois du peuple et des institutions politico-judiciaires à la situation des individus collaborationnistes. En effet, dès la libération des villes françaises, des individus de tous bords politiques et parfois résistants décident d'effectuer des actes de vengeance à l'encontre des individus ayant commis, ou suspectés d'avoir commis, des actes relevant du collaborationnisme. Il est important de préciser ici la différence entre les notions de «collaboration» et de «collaborationnisme ». En effet, même si ces deux termes qualifient des actes ou individus qui collaborent avec le régime de Vichy ou à défaut les nazis, le degré de coopération et l'aspect volontaire fait que l'on qualifie des actions d'une certaine manière. Certains individus auraient été amenés à coopérer avec les régimes dictatoriaux sous la menace, étant plutôt qualifiés de collaborateurs. Tandis que d'autres individus étaient des soutiens virulents et sans mesure de Pétain, et de ce fait pouvaient être qualifiés de collaborationnistes. On note dans les mouvements spontanés visant à punir les collaborationnistes, les milliers de femmes dont la chevelure est tondue après avoir été accusées d'avoir eu une relation avec des officiers allemands. De manière plus extrême, des milliers de citoyens sont exécutés sommairement et sans jugement dans les jours et semaines qui suivent la libération. Ces mouvements spontanés sont par la suite remplacés par des tribunaux spécialisés à l'initiative du gouvernement provisoire. Ce phénomène de jugements de différentes natures est d'une certaine mesure préparé et réalisé grâce à la Résistance, et porte une part du changement opéré à la République, car il permet d'éliminer les individus qui sont opposés à la République, et même si cela peut passer par des exactions condamnables, de telles actions posent les bases d'une future République solide.

De ce fait, la transformation engagée par la Résistance est réalisée par le biais d'institutions comme le GPRF mais aussi par des processus comme celui du jugement des collaborationnistes.

Malgré l'ensemble des éléments précédemment étudiés qui nous laissent penser que la transformation, préparée et réalisée par la Résistance et ses héritiers, est une transformation importante de la République, ce propos doit être modéré car la transformation n'est pas totale. Nous verrons dans un premier temps les similitudes entre la IIIème République et la IVème République, nouvellement fondée, puis les sévères dysfonctionnements qui montrent que la transformation ne fût pas totale.

À la suite de la libération et la mise en place du GPRF, ce Gouvernement provisoire

organise des élections afin d'établir une Assemblée constituante, dont le but sera de définir les bases juridiques de la nouvelle République qui sera mise en place. Toutefois, malgré les propositions novatrices du GPRF, la IVème République s'inscrit dans la continuité des précédentes. Tout d'abord, on note qu'une très grande partie de la classe politique en présence lors de la période précédant l'occupation est toujours présente. Ceci constitue un risque pour diverses raisons. Dans un premier temps, on retrouve une partie de cette classe politique, qui après l'annonce de la mise en place de mesures autoritaires par le régime de Vichy, décida de quitter le pays pour rejoindre la Résistance à l'étranger du général de Gaulle. Même si ces individus semblent attachés aux valeurs de la République, ayant vécu ces cinq années de terreur à l'étranger, ils sont en réel déconnexion de la réalité. Les français de tout le territoire, en particulier des zones occupées par les nazis ont dû survivre à une constante violence des forces militaires adverses. Cette partie des membres constituants la classe politique de la IVème République ne sont donc pas en phase avec la douleur ressentie par le peuple français pendant ces années, et ainsi ne peuvent engager une transformation dite « totale ». Dans une mesure plus inquiétante, un certain nombre des individus élus à la tête des organes législatifs de la nouvelle République sont d'anciens collaborateurs. De par le manque de preuves, ou bien la puissance de leur réseau politique et judiciaire, certaines personnes ont pu échapper aux mailles du filet et se retrouver en situation d'être éligibles, puis élus en tant que représentants et membres fondateurs de cette nouvelle République censée être à la source d'une transformation. En plus de l'absence de renouvellement politique, on note l'absence d'alternance politique. Lorsque Pétain prend le pouvoir en 1940, la France sort de plusieurs années de gouvernance des partis conservateurs dominants depuis la fin du Front Populaire. De ce fait, même en l'absence du général de Gaulle, la IVème République est dominée par des forces de la droite conservatrice. En effet, le général de Gaulle, qui incarne une vision très conservatrice de la société, n'est pas un acteur de la fondation de la IVème République, car face au désaccord majeur qu'il entretient à l'égard des dirigeants politiques chargés de la rédaction de la Constitution, il décide de se retirer jusqu'en 1958 de la vie politique française. On peut donc dire que l'absence de renouvellement de la classe politique et l'absence d'alternance, de par la faible place des progressistes, est un facteur qui rend impossible la totalité de la transformation générée par la Résistance.

Dans un dernier temps, nous observerons le fait que les sévères dysfonctionnements de la IVème République font que la République n'a pas pu être totalement transformée. En effet, la IVème République est victime de deux héritages nocifs : celui de la IIIème République, et celui du régime vichyste. En effet, de manière moindre mais importante, la IVème République ne permet pas une gouvernance importante de la part du Président de la République. De par la peur des nouveaux élus de permettre à un nouveau dirigeant autoritaire de mettre en place une nouvelle dictature, les hommes politiques à la tête du gouvernement provisoire décident de donner un pouvoir important au parlement et de limiter celui du Président. Cela a pour conséquence une importante instabilité institutionnelle et particulièrement au niveau de l'exécutif. En effet, le Parlement n'étant pas capable de se mettre d'accord sur une composition de l'exécutif, les premiers ministres et gouvernements se succèdent créant ainsi une instabilité politique grave. Ceci a pour conséquence une nouvelle perte de confiance des français envers la République, car cette instabilité se traduit notamment par une grande inefficacité et bureaucratie de l'administration à laquelle les français sont confrontés quotidiennement. En plus de cet aspect émanant de la IIIème République, l'héritage du régime de Vichy peut nous questionner sur l'aspect total de la transformation. Il est important de noter que la

transformation qui est engagée par la Résistance n'est pas limitée à la transformation des règles établies sous la IIIème République, mais aussi la transformation des décisions discriminantes et autoritaires du régime vichyste. Prenons l'exemple d'une institution créée sous le régime vichyste et dont le rôle toujours aujourd'hui est au centre du débat public. Cette institution est la Police nationale et son rôle, majeur. En effet, avant la mise en place du régime de Vichy, les forces de l'ordre étaient principalement des entités municipales sous la direction du maire et de ses représentants. La coopération entre les forces de police était quasi-inexistante et leurs compétences territorialement limitées. C'est sous le gouvernement de Pierre Laval que la Police Nationale est créée, le gouvernement autoritaire cherchant ainsi à unifier les polices de « l'État français » pour aider leur entreprise criminelle, discriminatoire et génocidaire. Une institution nationale de la police leur donna ainsi une possibilité de coordonner efficacement ceux qui incarnent l'ordre, et par exemple de permettre au régime d'aider de son propre gré le régime nazi à exterminer les populations juives et tziganes. Le fait que la Police Nationale fût créée par un régime autoritaire puis conservée sous les IVème et Vème Républiques montre bien que la Résistance n'a pas réalisé une totale transformation de la République puisqu'elle décide de maintenir et d'adapter certains éléments dont la création date du régime de Vichy.

Il semble donc que cette transformation que nous avons étudiée n'est pas totale, car le régime républicain nouvellement créé reprend des individus et éléments de la République précédente et que des dysfonctionnements majeurs de la IVème République laissent penser que la transformation ne fut pas totale.

L'étude minutieuse des actions résistantes et de leurs conséquences nous a permis d'avoir une idée de la portée de la transformation engagée par la Résistance. Nous avons vu que la Résistance avait préparé une transformation puis qu'elle l'avait réalisée, mais également que cette transformation ne pouvait pas être qualifiée de totale. Nous pouvons nous questionner sur les conséquences de ces décisions sur notre Vème République qui, plus que jamais avec les dernières élections, place la cohérence de cette République et la volonté de la rénover au centre du débat public.